

**Une voix:** Il ne vous incombaît certainement pas de la défendre.

● (1540)

**M. Breau:** Oui, c'est exact, je l'admets, et en toute modestie si cela peut faire plaisir au député. Mais c'est précisément ce que je veux dire. Ce qui est en jeu à l'heure actuelle, c'est l'évolution de la conjoncture économique mondiale, non pas canadienne, mais mondiale. Pouvons-nous accepter une érosion du Trésor fédéral telle que les régions ou les habitants de ce pays ne pourront même plus disposer de chances égales?

L'essence du fédéralisme, et tout particulièrement du fédéralisme au Canada, consiste à équilibrer les chances des habitants de ce pays grâce à un instrument politique. Je soutiens que cet instrument politique, c'est le Parlement. Je crois que nous, parlementaires, devons nous assurer que tous les moyens, tout le pouvoir dont nous disposons servent au mieux le pays, et non pas une simple partie du pays. Nous ne devons pas être guidés simplement par les aspects techniques de la constitution, mais par l'esprit de la confédération et le désir de maintenir l'impartialité du Canada vis-à-vis de toutes ses régions. Nous devons assurer la dignité du Canada dans le monde. Notre Parlement, avec le gouvernement fédéral qui l'accompagne, est le seul organisme qui puisse la garantir.

C'est bien beau d'être opportuniste, madame l'Orateur, mais il faut être raisonnable. Une augmentation d'environ un milliard de dollars du revenu de l'Alberta me semble raisonnable compte tenu des circonstances économiques mondiales actuelles. Je répète que je n'ai rien contre le fait que l'Alberta puisse bénéficier de ce revenu.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Qui empêche le plus gros de la taxe d'exportation?

**M. Breau:** Là encore je serai très modeste. Les taxes d'exportation servent en totalité à diminuer le prix de l'énergie au Canada. C'est ce que je veux dire lorsque je parle d'équilibrer les chances et de répartir les bénéfices sur l'ensemble de la population de ce pays. Le député apporte de l'eau à mon moulin.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Parlez donc un peu des redevances.

**M. Breau:** Je viens de parler de redevances et j'ai dit que nous apportons des modifications à la loi de l'impôt sur le revenu. Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) n'ignore certainement pas que notre Parlement a le pouvoir de modifier la loi de l'impôt sur le revenu.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Personne ne le conteste.

[Français]

**M. Breau:** Si je parle de l'importance d'un gouvernement fédéral fort, madame le président, ce n'est pas par dogmatisme, ce n'est pas à cause de raisons d'idéologie, mais tout simplement parce que c'est ce dont le Canada a besoin à ce moment-ci de son histoire: la réalité canadienne. Nous avons cinq provinces relativement stables au point de vue économique, et cinq autres qui le sont moins. Et cela m'amène à parler de ma circonscription et de ma province.

Nous avons besoin du gouvernement fédéral pour améliorer notre milieu. Nous nous opposerons toujours aux mesures qui pourraient éroder le pouvoir fédéral et, par conséquent, sa position financière. Je disais que ma cir-

*Le budget—M. Breau*

conscription dépend du gouvernement fédéral. Tout le Nord-Est du Nouveau-Brunswick a besoin d'assistance particulière pour améliorer sa structure économique. J'aimerais toutefois faire le point sur une chose, c'est que nous ne sommes pas un peuple sans organisation, nous ne sommes pas des «dérangés», nous ne sommes pas des mendiants, et nous ne sommes pas en train de crever de faim. Je suis frustré presque toutes les semaines, sinon tous les jours, par cette attitude qui se répand au Nouveau-Brunswick et même ailleurs au Canada, cette attitude qui vise à nous dépeindre comme une région assaillie par les problèmes.

C'est vrai que nous avons des problèmes, et j'en parlerai un peu plus tard dans mon discours. Et si la publicité au sujet des Acadiens du Nord-Est du Nouveau-Brunswick qui les dépeint comme pauvres peut sensibiliser la population du Nouveau-Brunswick et du reste du Canada aux problèmes des gens de sa région, j'en suis content. Cependant, ce n'est pas cela qui se produit. Nous constatons la réaction des gens du Sud du Nouveau-Brunswick, et elle est surtout évidente à l'intérieur du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Je ne parle pas ici seulement du cabinet, je parle du fonctionnarisme au Nouveau-Brunswick, lequel constitue un malaise, une inquiétude, lorsqu'on a affaire aux gens du Nord. Cette situation se développe, je le crains, en stigmates. Enfin, en voulant nous faire connaître la société canadienne, la société du Nouveau-Brunswick, et à favoriser leur développement, certains ont posé des gestes inévitables qui nous donnent une mauvaise publicité qui en retour inquiète ceux qui ne nous connaissent pas.

Il y a un certain effet multiplicateur à tout cela qui engendre encore plus de publicité dont le résultat est encore plus négatif.

Le comble a certainement été un article dans un des magazines *Le MacLean* de l'année dernière qui décrivait une région en particulier, la région de Tracadie, comme un endroit désespéré, une honte évidemment. L'article reflétait ce stigmate, cette incompréhension des problèmes des gens du Nord-Est du Nouveau-Brunswick et particulièrement des Acadiens du Nord-Est du Nouveau-Brunswick. Ce qui est bien drôle, c'est que, d'après ce qu'on me dit, l'auteur de cet article est originaire du Nouveau-Brunswick ou il a demeuré au Nouveau-Brunswick pendant un certain temps. Je n'ai pas pris la peine de conserver l'article ou de le citer, car je le trouve écœurant, ignorant et pas digne d'un organe d'information qui se veut responsable.

**Une voix:** Honteux!

**M. Breau:** Il est vrai que nous avons des gens qui sont défavorisés, nous ne le cachons pas, il est vrai aussi que nous avons des problèmes économiques et autres.

Madame le président, nous sommes d'accord, cela doit être connu, je ne blâme pas ceux qui veulent le dire, que ce soit *Le MacLean* ou que ce soit la presse nationale, que ce soit qui on voudra, ils peuvent bien le dire, mais ce que je leur reproche, c'est de ne montrer aucun signe positif, et pourtant il en existe. Pour chaque signe de pauvreté, pour chaque problème, il y a un signe d'avancement et de progrès. Pour chaque problème aussi sans exception, il y a un groupe ou il y a du leadership communautaire qui s'en occupe, qui l'étudie et qui cherche des solutions. Normalement, des gens responsables montreraient ces signes pour donner le vrai portrait au Canada et au reste de la province. Mais certains s'efforcent de démontrer le contraire. On peut douter de leurs motifs qui peut-être sont tout simplement de vendre une histoire sensationnelle. Si tel